

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé  
au  
Moniteur  
belge



**\*23109267\***

Tribunal de l'entreprise de Liège

11 AOUT 2023

Greffe  
Division Huy

N° d'entreprise : **839. 008 527**

Nom

(en entier) :

(en abrégé) : **Let's Dance Club**

Forme légale : **Association sans but lucratif**

Adresse complète du siège : **rue Albert 1<sup>er</sup>, 18 à 4470 Saint Georges**

Objet de l'acte : **Modification des statuts - P.v. A.G. du 4/02/2023**

**STATUTS**

**TITRE I : DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE**

Art. 1 – L'association est dénommée : « Let's dance club ».

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association mentionnent la dénomination de l'association, précédée ou suivie des mots « association sans but lucratif » ou du sigle « ASBL », ainsi que de l'adresse du siège de l'association, du numéro d'entreprise, du numéro de compte et l'établissement bancaire établi en Belgique. Le cas échéant, l'adresse électronique et le site internet de l'association.

Art. 2 – Son siège social est établi au Centre Culturel, N°18 rue Albert Premier, à 4470 Saint Georges, dans l'arrondissement judiciaire de Huy, situé en Région wallonne.

L'adresse courriel officielle de l'association est : [Letsdanceclub.saintgeorges@gmail.com](mailto:Letsdanceclub.saintgeorges@gmail.com)

Le site web officiel de l'association est : <http://www.letsdanceclub.be>

Il peut être transféré par décision de l'organe d'administration dans tout autre lieu situé sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Toute modification du siège social doit être déposée dans les 30 jours, aux annexes du Moniteur Belge.

Art. 3 – L'association est constituée pour une durée illimitée.

**TITRE II : BUT - OBJET**

Art. 4 – L'association a pour but la promotion de la danse de salon dans une ambiance de convivialité. Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Les objectifs de l'association sont dénués de toute tendance politique ou religieuse.

Pour atteindre ses objectifs, l'association s'impose en ordre principal :

-De mettre tout en œuvre pour permettre à ses membres de danser dans les meilleures conditions possibles et de susciter leur désir de perfectionnement.

-D'organiser notamment les activités nécessaires à son maintien et à son développement telles que réunions et fêtes amicales, soupers, soirées dansantes et tous modes de ressources appropriés.

Cette énumération est non exhaustive.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 23/08/2023 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

L'association a aussi pour but la promotion du sport en général ainsi que l'apprentissage des disciplines sportives, l'animation et l'organisation d'activités sportives et socio-sportives, la formation d'encadrants sportifs, l'organisation de stages en Belgique et à l'étranger, la collaboration avec divers partenaires en vue de répondre à ses missions.

Art. 5 – L'association a pour objet : l'organisation d'activités liées à la pratique du sport en général et plus particulièrement de la pratique de la danse de salon aux moyens d'organisations d'animations, de cours, de formations, de compétitions, de stages, d'encadrements sportifs et socio-sportifs.

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

### TITRE III : MEMBRES

#### Section 1 : Admission

Art. 6 – L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents.

Le nombre minimum des membres effectifs ne peut être inférieur à deux.

Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi ou les présents statuts. Les membres effectifs ont l'obligation de respecter les statuts et règlements de l'association.

Art. 7 - Sont membres effectifs :

1. Les comparants au présent acte ;

2. Tout membre adhérent qui, après en avoir fait une demande écrite auprès de l'Organe d'administration, est admis par ce dernier. L'admission d'un nouveau membre effectif s'opère par un vote à la majorité des 2/3 des membres de l'organe d'administration présents ou valablement représentés et pour autant que 2/3 des membres de l'organe d'administration soient présents ou valablement représentés.

Sont membres adhérents : tous ceux qui participent aux activités de l'association, après avoir satisfait aux obligations d'affiliation imposées par l'organe d'administration.

#### Section 2 : Droits et obligations des membres adhérents

Art. 8 - Les membres adhérents n'ont que les droits et obligations qui leur sont attribués par la loi ou les présents statuts. Ils ne participent pas à l'Assemblée générale mais ils ont le droit de bénéficier des services que l'association offre à ses membres et l'obligation de respecter les statuts et règlements de l'association

#### Section 3 : Démission, exclusion, suspension

Art. 9 – Les membres effectifs sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission à l'association.

Est, en outre, réputé démissionnaire, le membre effectif qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre ordinaire à la poste.

Le membre effectif peut être proposé à l'exclusion par l'Organe d'administration lorsqu'il s'est rendu coupable d'une infraction aux Statuts ou au Règlement d'ordre intérieur ou encore lorsqu'il a adopté un comportement qui nuirait à l'association en raison de son atteinte aux lois de l'honneur et de la bienséance.

L'exclusion d'un membre effectif est de la compétence de l'assemblée générale statuant au scrutin secret et à la majorité des 2/3 des membres présents ou valablement représentés et pour autant que 2/3 des membres soient présents ou représentés.

En attendant la décision de l'assemblée générale concernant l'exclusion d'un membre effectif, l'organe d'administration peut suspendre ce membre.

La suspension d'un membre effectif peut être prononcée par l'Organe d'administration à la majorité des 2/3 des voix des membres de l'organe d'administration présents et pour autant que les 2/3 au moins des administrateurs soient présents ou représentés.

Le membre effectif dont la suspension est envisagée sera entendu par l'Organe d'administration avant que celui-ci ne statue, le membre effectif pourra se faire assister par le conseil de son choix.

Sauf en ce qui concerne ses droits statutaires, durant la période de suspension prononcée à titre temporaire par l'Organe d'administration, les droits du membre effectif sont suspendus.

Le membre effectif proposé à l'exclusion est invité à faire valoir ses explications devant l'assemblée générale avant que celle-ci ne statue, ce dernier pourra, s'il le désire, être assisté du conseil de son choix.

La sanction d'exclusion prise à l'égard d'un membre effectif lui est notifiée par lettre recommandée.

La sanction est dûment motivée.

Art. 10 – Le membre adhérent peut être exclu de l'association lorsqu'il s'est rendu coupable d'une infraction aux Statuts ou au Règlement d'ordre intérieur ou encore lorsqu'il a adopté un comportement qui nuit à l'association en raison de son atteinte aux lois de l'honneur et de la bienséance.

L'exclusion d'un membre adhérent peut être prononcée par l'Organe d'administration à la majorité des 2/3 des voix des administrateurs présents ou valablement représentés et pour autant que les 2/3 au moins des administrateurs soient présents ou valablement représentés.

En attendant de rendre une décision d'exclusion, l'organe d'administration peut préalablement suspendre le membre adhérent de toutes activités. La suspension d'un membre adhérent peut être prononcée à la majorité des 2/3 des voix des administrateurs présents ou valablement représentés et pour autant que les 2/3 au moins des administrateurs soient présents ou valablement représentés.

Le membre adhérent proposé à l'exclusion ou à la suspension est invité à faire valoir ses explications devant l'organe d'administration avant que celui-ci ne statue. Ce dernier pourra, s'il le désire, être assisté d'un conseil de son choix.

Sauf en ce qui concerne ses droits statutaires, durant la période de suspension prononcée à titre temporaire par l'Organe d'administration, les droits du membre adhérent sont suspendus.

La sanction d'exclusion ou de suspension prise à l'égard d'un membre adhérent lui est notifiée par lettre recommandée.

Art. 11 – Le membre démissionnaire, sanctionné, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayant droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Art. 12 – L'organe d'administration tient un registre des membres effectifs conformément au Code des Sociétés et des Associations.

#### TITRE IV : COTISATIONS

Art. 13 – Les membres effectifs et adhérents paient une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation est fixé annuellement par l'organe d'administration. Elle ne pourra être supérieure à 200 euros.

Les cotisations sont payées en début de cycle et au plus tard à la fin de la troisième semaine suivant le début du cycle. Exceptionnellement et avec l'accord l'organe d'administration, le paiement peut être échelonné sur une période n'excédant pas trois mois.

Par l'inscription et le paiement de la cotisation les membres reconnaissent avoir pris connaissance des statuts.

Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

#### TITRE V : ASSEMBLEE GENERALE

Art. 14 – L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs.

Art. 15 – L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

1. Les modifications aux statuts ;
2. La nomination et la révocation des administrateurs ;
3. L'approbation des budgets et comptes ainsi que la décharge à octroyer aux administrateurs ;
4. La dissolution volontaire de l'association ;
5. Les exclusions des membres effectifs ;

## 6. La transformation de l'association en AISBL ou en société coopérative agréée ;

Art. 16 – Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, dans le courant du premier semestre qui suit la fin de l'exercice social.

Dans le respect des dispositions du Code des Sociétés et des Associations, l'organe d'administration pourra prévoir la possibilité pour les membres de participer à distance à une assemblée générale par vidéoconférence. Toutefois, les membres du bureau doivent obligatoirement se trouver au lieu où est organisé l'assemblée générale ainsi que tous les administrateurs qui le souhaitent.

L'association peut être réunie en assemblée extraordinaire à tout temps par décision de l'organe d'administration notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs. Dans cette deuxième hypothèse, la convocation de l'Assemblée générale extraordinaire doit être réalisée en respectant les prescrits légaux.

Chaque réunion se tiendra aux jours, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres doivent y être convoqués.

Art. 17 – L'assemblée générale est convoquée par l'organe d'administration par lettre ordinaire ou par courrier électronique adressé au moins quinze jours avant l'assemblée, et signée par le secrétaire, au nom de l'organe d'administration.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un vingtième des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour.

Art. 18 – Chaque membre effectif dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre membre effectif au moyen d'une procuration écrite. Chaque membre ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Art. 19 – L'assemblée générale est présidée par le président de l'organe d'administration et à défaut par l'administrateur présent le plus âgé/le vice-président/le secrétaire.

Art. 20 – L'assemblée générale délibère valablement si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Les abstentions, les votes blancs et nuls ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité.

Dans le respect des dispositions du Code des Sociétés et des Associations, l'assemblée générale peut prendre des décisions qui relèvent de ses pouvoirs par écrit. Ces dernières doivent obligatoirement être prises à l'unanimité des membres et ne peuvent en aucun cas concerner des modifications statutaires. Dans le cas où l'assemblée générale opte pour ce fonctionnement, les formalités de convocation ne doivent pas être accomplies.

Art. 21 – L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts ou sur la transformation en AISBL ou en société coopérative agréée que conformément aux prescrits du Code des Sociétés et des Associations.

Art. 22 – Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux et signées par le président et les administrateurs qui le souhaitent. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre. Les tiers ont la possibilité de consulter les procès-verbaux.

Toutes modifications aux statuts sont déposées au greffe dans les 30 jours de leur adoption et publiées par extraits aux annexes du Moniteur belge. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs composant l'organe d'administration.

### TITRE VI : ORGANE D'ADMINISTRATION

Art. 23 – L'association est gérée par un organe d'administration.

L'organe d'administration est composé de minimum 3 personnes et de 10 personnes maximum, nommées par l'assemblée générale parmi les membres effectifs pour une durée de 4 ans, et en tout temps révocables par elle. Les membres de l'organe d'administration ont au moins suivi une année complète de cours de danse au Let's Dance Club. Ils doivent être en règle de cotisation. Le nombre d'administrateurs sera toujours inférieur au nombre de membres de l'association. Leur mandat s'exerce à titre gratuit.

Tout administrateur est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission par écrit à l'organe d'administration.

La révocation des administrateurs ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

L'organe d'administration :

Veille au bon déroulement des réunions ordinaires.

Organise les cours de danse, les entraînements, des rencontres avec d'autres clubs et des soirées dansantes.

Paie pour tous ses membres l'affiliation à la fédération dénommée « Association Francophone des clubs de danse » (AFCD), qui couvre l'assurance en responsabilité civile et dommages corporels. L'organe d'administration décline toute responsabilité pour accidents survenus à des personnes non inscrites au club ou pour des accidents provoqués par des personnes non inscrites au club.

Prend une assurance « risques locaux »

Art. 24 – En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 25 – L'organe d'administration désigne parmi ses membres un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire qui forme le Bureau.

Les mandats du Bureau sont renouvelables par moitié tous les deux ans (Président(e) et Trésorier(e), Vice-Président(e) et Secrétaire).

Les candidatures doivent être adressées au (à la) Président(e) en titre au moins un mois avant l'expiration des mandats en cours.

Après trois absences non justifiées d'un membre du Bureau, il pourra être exclu du comité sans entraîner nécessairement son exclusion du club.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président / le secrétaire / l'administrateur présent le plus âgé.

Art. 26 – L'organe d'administration se réunit sur convocation du président et/ou du secrétaire. Il forme un collège et ne peut statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque membre de l'organe d'administration dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre membre de l'organe d'administration au moyen d'une procuration écrite. Chaque membre de l'organe d'administration ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix : quand il y a parité de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et tous les administrateurs qui le souhaitent et inscrites dans un registre spécial.

Les administrateurs peuvent prendre des décisions, pour autant qu'elles soient unanimes, par écrit, lorsque l'organe d'administration n'est pas en mesure de pouvoir se réunir.

Dans le respect des dispositions du Code des Sociétés et Associations, les statuts autorisent les réunions de l'organe d'administration par vidéoconférence uniquement pour un administrateur empêché d'être présent physiquement.

Art. 27 – L'organe d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence de l'organe d'administration.

Art. 28 – L'organe d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, au Bureau.

La gestion journalière comprend aussi bien les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de l'association que les actes et les décisions qui, soit en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration.

Lors de chaque réunion de l'organe d'administration, un rapport d'activité devra être effectué par la ou les personnes déléguée(s) à la gestion journalière.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe dans les 30 jours de l'adoption pour publication au Moniteur belge.

Art. 29 – Tout membre de l'organe d'administration peut signer seul et valablement les actes régulièrement décidés par l'organe ; il n'aura pas à justifier de ses fonctions vis-à-vis des tiers.

L'association est en outre représentée par toute autre personne agissant dans les limites des pouvoirs délégués par ou en vertu d'une décision de l'organe d'administration.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe dans les 30 jours de l'adoption, et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge.

Art. 30 – Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit. Dès lors, ils relèvent du champ d'application de l'article 3 §2 de la Loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et, à ce titre, peuvent bénéficier des défraiements autorisés par ladite Loi.

Art. 31 – Le secrétaire, et en son absence, le président, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition.

Art. 32 – L'organe d'administration désigne en son sein un responsable du matériel dont l'association est propriétaire. Celui-ci établit un inventaire annuel, le présente à l'organe d'administration pour approbation et le met à disposition de l'assemblée générale. Copie de cet inventaire est transmis pour information au Président.

## TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 33 – En complément des statuts, l'organe d'administration dispose d'un règlement d'ordre intérieur. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une décision de l'Organe d'administration, statuant à la majorité simple. L'association dispose d'un ROI dont la version applicable est celle arrêtée au 04 mai 2019.

Art. 34 – L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Art. 35 – Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Ils sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément au Code des Sociétés et des Associations.

Art. 36 – En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateurs, à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe dans les 30 jours de l'adoption et publiées aux annexes du Moniteur belge comme dit dans le Code des Sociétés et des Associations.

Art. 37 - L'assemblée générale désigne deux vérificateurs chargés de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Ils sont nommés pour un mandat de deux années. Les vérificateurs sortants sont rééligibles.

Art. 38 – Tout ce qui n'est pas explicitement prévu aux présents statuts est réglé par les dispositions édictées par le Code des Sociétés et des Associations.

## TITRE VIII : LUTTE CONTRE LE DOPAGE ET SECURITE DES SPORTIFS

Art. 39 – Le Règlement d'Ordre Intérieur comprendra notamment les dispositions prévues par la réglementation et la législation applicables en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et de respect des impératifs de santé dans la pratique sportive.

Art. 40 – L'association fait connaître à tous ses membres ainsi qu'aux parents ou personnes investies de l'autorité parentale de ses membres ainsi que, le cas échéant, aux représentants légaux de ceux-ci :

1. Le document explicite et pédagogique sur les bonnes pratiques sportives de leur discipline, ainsi que sur la nature réelle et les conséquences nocives de l'utilisation de substances et moyens visés au 2° ;

2. Dès chaque mise à jour, la liste des substances et méthodes interdites en vertu de la législation en vigueur en Communauté française.

3. La réglementation spécifique de lutte contre le dopage, précisant, en cas de violation de ce règlement, la procédure applicable et le barème des sanctions.

Art. 41 – L'association a l'obligation de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité de ses membres et des participants aux activités mises sur pied par elle-même ou sous sa responsabilité. Ces mesures doivent concerner tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives de l'organisation.

Art. 42 – L'association a l'obligation d'informer ses membres des dispositions statutaires de sa fédération concernant :

1. Les droits et devoirs réciproques des membres et des clubs ;
2. Les mesures disciplinaires ainsi que les procédures et leur champ d'application ;
3. L'exercice du droit à la défense et à l'information, préalable à toute sanction éventuelle.

Art. 43 – L'association a également l'obligation de communiquer à tous ses membres (par écrit ou tout autre moyen accessible, notamment le site internet du club) un sommaire des règles relatives à la sécurité et à la lutte contre le dopage en vigueur dans la fédération à laquelle elle est affiliée, ainsi qu'un sommaire des règles relatives au transfert édictées par la fédération et un aperçu des contrats d'assurance conclus au profit des sportifs.

L'ensemble des documents relatifs aux règles et aux contrats d'assurance dont question ci-dessus sont tenus à disposition des membres au siège de l'association.

Administrateurs :

-VANKEBERGEM Jean Pierre, président

-RINCHARD Monique, vice-présidente

-ZUCCA Yvonne, secrétaire

-CHAUMONT Yvette, vice-secrétaire

-VITOUX Daniel, trésorier

-VAN DE VIJVER Karina, comptabilité

-PIZZINATO Nevio, comptabilité

Ces personnes acceptent le mandat.

Fait à Saint Georges, le 10 janvier 2023 en double exemplaire.

Le président,

Jean Pierre Vankébergem

La secrétaire

Yvonne Zucca

Dépôt des statuts coordonnés au greffe du tribunal des personnes morales et de l'entreprise de l'arrondissement judiciaire de Liège - division Huy

Transmis au greffe du tribunal des personnes morales et de l'entreprise de l'arrondissement judiciaire de Liège - division Huy

Pour copie certifiée conforme,

Au nom et pour le compte de l'ASBL Let's Dance Club

VANKEBERGEM Jean-Pierre, Président

VITOUX Daniel, Trésorier

ZUCCA Yvonne, Secrétaire

Les soussignés :

Vankébergem Jean Pierre, Président  
Rue Pré Quitis 23A  
4540 Amay  
Né à Waremme, le 30/09/1955  
N° National 55093019526

Rinchard Monique, Vice Présidente  
Rue de l'Oiseau du Bois, 6  
4577 Modave  
Née à Bastogne, le 27/06/1951  
N° National 510627 178-28

Zucca Yvonne, Secrétaire  
Rue de Huy, 9  
4537 Verlaine  
Née à Boncelles le 04/12/1949  
N° National 4912 04-020.03

Chaumont Yvette, Secrétaire adjointe  
Clos des Blés, 14  
4470 Saint Georges  
Née à Liège, le 27/05/1942  
N° National 4205.27-16440

Vitoux Daniel, Trésorier  
Rue Verte, 166 bte 28  
4100 Seraing  
Né à Huy le 21/03/1947  
N° National 4703.21-23744

Pizzinato Nevio, Comptabilité  
Rue de la Kérité, 64  
4540 Amay  
Né à Flône, le 02/12/1953  
N° National 5312.02-18183

Van de Vijver Karina , Comptabilité  
Clos des Lavandières 2/31  
4000 Rocourt  
Née à Beveren Waas, le 02/12/1962  
N° National 6212.02-36687

Van de Vijver Victoire , démissionnaire  
rue Verte 166 bte 28  
4100 Seraing  
Née à Anvers le 11/05/1949  
N° National 4905.11-07874

Preud'homme Thierry, démissionnaire  
Rue Messenger, 13  
4100 Seraing  
Né à Huy le 22/07/1968  
N° National 6807.22-18946